



HAL
open science

La marée noire du Prestige au prisme des mobilisations de protestations en France et en Espagne. Une crise locale a focale européenne - et inversement ?

Xabier Itçaina, Julien Weisbein

► To cite this version:

Xabier Itçaina, Julien Weisbein. La marée noire du Prestige au prisme des mobilisations de protestations en France et en Espagne. Une crise locale a focale européenne - et inversement ?. Politique européenne, 2005, À la recherche de la politique étrangère européenne, 17, pp.196-199. 10.3917/poeu.017.0196 . halshs-00009962

HAL Id: halshs-00009962

<https://shs.hal.science/halshs-00009962>

Submitted on 14 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Xabier **ITÇAINA**
Julien **WEISBEIN**

**LA MAREE NOIRE DU PRESTIGE AU PRISME DES
MOBILISATIONS DE PROTESTATION EN FRANCE ET EN
ESPAGNE. UNE CRISE LOCALE A FOCAL EUROPEENNE – ET
INVERSEMENT ?**

Le 19 novembre 2002, le pétrolier « Prestige » coule au large de l'Espagne, causant une pollution de très grande ampleur (d'environ 60.000 tonnes de fioul lourd). Embrassant le littoral de trois Etats membres de l'UE (France, Espagne et Portugal), la crise s'est également avérée pérenne dans le temps, durant toute l'année 2003, notamment en période estivale où elle a mis en danger la saison touristique. En outre, cette marée noire se rajoute à celle induite par le naufrage de l'« Erika », survenue trois ans plus tôt, mettant particulièrement à jour l'absence de mise en œuvre des décisions prises au niveau communautaire (connues sous le nom des paquets « Erika I » et « Erika II ») mais révélant également la difficulté des Etats à endiguer de tels risques collectifs qui échappent à la logique territoriale de leur contrôle¹. Mais dans la gestion de la situation post-catastrophique, l'attention trop grande portée aux acteurs institutionnels, qu'ils soient nationaux (Gouvernement, Parlement), locaux (Préfectures, SDIS, DIREN, services municipaux, collectivités territoriales, etc.) ou internationaux (UE, Organisation maritime internationale, FIPOL, etc.) a laissé dans l'ombre les populations ou certains segments des sociétés civiles affectées localement par la catastrophe. On retrouve ici un des travers, « macroscopique » pourrait-on dire, de certaines études où la seule présence du public est filtrée par des canaux institués d'en haut (focus groups, conférences de consensus, auditions et enquêtes publiques, accréditation de certaines associations, etc.) et où les questions techniques restent maîtrisées par les experts et les pouvoirs publics. Or les « profanes » sont bien présents et actifs dans la définition et la gestion des risques

¹ Didier Torny, « La traçabilité comme technique de gouvernement des hommes et des choses », *Politix*, n°44, 1998.

acceptables². La saisie scientifique des situations de risques collectifs oblige donc à appréhender les arènes administratives, politiques, scientifiques et sociales et à voir les configurations nouvelles qu'elles forment³.

A travers cette recherche collective en cours⁴, il s'agit donc d'étudier des espaces resserrés de mobilisation contre les pollutions du littoral induites par le naufrage du Prestige. La focale est délibérément microscopique⁵. Ces entreprises de contestation peuvent en effet être structurées autour d'un territoire, autour d'un groupe social rassemblé par une pratique professionnelle, sportive ou par une identité militante, etc. Car la crise écologique et sanitaire du Prestige, d'emblée posée par les protagonistes comme étant une crise européenne, s'est accompagnée d'un registre extrêmement situé de dénonciation politique. Si elles ont pu trouver une résonance nationale, voire transnationale, les actions protestataires se sont avant tout jouées sur un espace extrêmement localisé, situé et se sont déployées sur le registre de la proximité et du concret, permettant ainsi d'analyser « au ras du sol » (et non à partir de leur généralisation)

² Que ce soit à travers des « forums hybrides » (Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001) ou des « groupes circonstanciels » (Cyril Lemieux, Jean-Paul Vilain, « La mobilisation des victimes d'accidents collectifs. Vers la notion de "groupe circonstanciel" », *Politix*, n°44, 1998).

³ Cyril Lemieux, Yannick Barthe, « Les risques collectifs sous le regard des sciences du politique. Nouveaux chantiers, vieilles questions », *Politix*, n°44, 1998 ; Claude Gilbert, dir., *Risques collectifs et situations de crise. Apports de la recherche en sciences humaines et sociales*, Paris, L'Harmattan, 2003.

⁴ Il s'agit du dispositif de recherche PESCA (Pollution, environnement, sécurité, côte atlantique), inscrit à la fois dans le cadre du Programme 2004 « Sciences biomédicales, santé et société » (financé par le CNRS, l'Inserm et la MiRe-DREES), dans un contrat de recherche avec la Région Aquitaine et dans le cadre du réseau FEDERES (Formation et Développement de l'Expertise des Ressources en Europe du Sud), dans le cadre du programme communautaire INTERREG III-B, SUDOE. Plusieurs chercheurs participent à ce dispositif, coordonné par J. Weisbein (LaSSP, IEP de Toulouse) et X. Itçaina (CERVL, IEP de Bordeaux) : S. Cadiou (CERVL, IEP de Bordeaux), J.-B. Comby (Institut France Presse, Université Paris 2) E. Cruzel (LaSSP, IEP de Toulouse), E. Darras (LaSSP, IEP de Toulouse), M. Gomez-Reino (Faculté de Santiago de Compostela), M. Grossetête (LaSSP, IEP de Toulouse), J.-M. Izquierdo (Université de Toulouse I), R. Pasquier (CRAPE, IEP de Rennes), A. Smith (CERVL, IEP de Bordeaux), P. Terral (SOI, Université Toulouse 3).

⁵ Romain Pasquier, Julien Weisbein, « L'Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration communautaire », *Politique européenne*, n°12, hiver 2004, p. 5-21.

la crise de légitimité que rencontrent les pouvoirs publics⁶. Cette dimension délibérément située ou localisée permet de cerner au plus près les logiques sociales de ces mobilisations et notamment l'influence de facteurs que les enquêtes nationales, notamment par sondages, tendent à gommer (identités territoriales restreintes autour d'un terroir, attachement à « sa » côte ou à « sa » plage, traditions contestatrices ou non de groupes sociaux étroits, aptitude à motiver un engagement politique par des considérations esthétiques sur la beauté du littoral⁷, etc.). D'autre part, si on fait crédit à l'hypothèse de désectorialisation de l'espace social que permettent certaines crises⁸, il s'agit aussi d'étudier les dynamiques d'investissement de l'événement repérables au sein de sites sociaux distincts et dispersés et leur résonance et composition dans un ensemble plus vaste, constitutif de ce qui est présenté comme une « crise » majeure. Dans cet ordre d'idées, il s'agit de voir si une forme d'européanisation, entendue à la fois comme une prise de conscience par les protagonistes de la dimension européenne des problèmes environnementaux qui attendent désormais une solution communautaire, mais aussi comme étant au principe d'une nouvelle configuration par l'allongement et l'intensification des liens d'interdépendance, émerge de ces mobilisations, parfois éloignées. De même, puisque l'avènement d'une nouvelle configuration de traitement des risques collectifs, la forme « alerte », est avérée⁹, la recherche sera attentive à dépasser la gestion du seul événement Prestige pour repérer les formes de vigilance déployées par ces acteurs locaux, souvent congruents avec les dispositifs de veille institués (comme l'Observatoire de la côte Aquitaine) afin de prévenir de tels risques de marée noire ou toutes autres atteintes au littoral.

Nous proposons donc de comparer cinq acteurs collectifs engagés dans la « crise du Prestige » et qui, dans l'état d'avancement de la recherche, apportent différentes focalisations aux contestations : les pêcheurs (avec une approche spécifique du milieu de la pêche sur la Côte basque française) pour lesquels la catastrophe reste, à quelques

⁶ Jacques Lolive, *Les contestations du TGV Méditerranée*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; Véronique Catherin, *La contestation des grands projets publics. Analyse microsociologique de la mobilisation des citoyens*, Paris, L'Harmattan, 2000

⁷ Danny Trom, « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, vol. 49, n°1, février 1999

⁸ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986

⁹ Francis Chateauraynaud et Didier Torny, *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999

exceptions notables près, avant tout locale, gérée de façon sectorielle, mais révélant une crise identitaire structurelle de la profession ; les surfeurs dont la principale association *Surfrider Foundation Europe*, sise à Biarritz, déploie de plus en plus un répertoire d'action proprement européen, notamment autour de la directive « Eaux de baignade » (pétition auprès du Parlement européen, audition auprès de la Commission, manifestation à Bruxelles et constitution avec l'association britannique *Surfers Against Seawage* d'un groupe de liaison bruxellois) ; le collectif galicien « Nunca Mais » qui se développe avant tout dans un contexte d'action régional et national ; une section locale d'ATTAC qui opère une montée en généralité politique de l'événement en tant que révélateur des méfaits du néo-libéralisme ; et les médias qui traitent la marée noire selon leur logique propre. La comparaison de ces différents terrains permet ainsi de repérer les moments de la crise, les attributs sociographiques individuels ou bien les représentations et valeurs propres à tel ou tel groupe social favorisant (ou non) la saisie locale des opportunités européennes et construisant (ou non) celle-ci comme un problème communautaire.